

2016-2017



RAPPORT D'ACTIVITÉS

DE M. BRUNO LEFEBVRE
DÉPUTÉ PS
AU PARLEMENT
DE WALLONIE



TABLE DES MATIÈRES

1. AVANT-PROPOS	3
2. PRÉSENTATION DU DÉPUTÉ	5
2.1. Coordonnées	5
2.2. Bibliographie	5
2.3. Mon parcours politique	5
2.4. Mandats et fonctions remplis au Parlement de Wallonie	6
2.5. Mandats et fonctions remplis au Parlement de la fédération Wallonie Bruxelles	6
3. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES - LE PARLEMENT DE WALLONIE	7
3.1. Questions orales	7
3.2. Questions écrites	8
3.3. Proposition de décret	11
3.4. Proposition de résolution	11
3.5. Rapports	12
3.6. La mise en place d'une commission d'enquête	12
4. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES - LE PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	14
4.1. Questions orales	14
4.2. Questions écrites	15
4.3. Projets de budget	16
4.4. Projets de résolution	16
4.5. Rapports	17
4.6. Missions et visites	17
5. LA VILLE DE CHIÈVRES – BILAN DE 5 ANS DE GESTION COMMUNALE	20

1. AVANT-PROPOS

Encore une fois, la législature 2016-2017 aura été bien remplie.

Ce rapport d'activités a été rédigé afin de vous permettre de consulter le travail des activités déployées au sein du Parlement de Wallonie mais aussi au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Vous trouverez dans ce dossier l'ensemble des propositions de résolutions et projets de décrets, des rapports, des amendements déposés ou encore la liste des questions parlementaires, qu'elles soient écrites ou orales, que j'ai défendues au cours de cette année parlementaire.

Ce bilan, riche en valeurs, permet de déterminer l'action politique que je veux suivre.

Dans le cadre de mon mandat, j'ai eu le plaisir de participer à la 3^{ème} session du Programme "Jeunes Parlementaire francophone" en Asie. Ce programme, réunissant des députés internationaux, cherche à accompagner et à engager, avec de jeunes parlementaires, des contacts et échanges afin de leur permettre d'être porteurs du projet francophone.

Cette année a également été pour moi l'occasion de participer à la 43^e Assemblée plénière de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) à Luxembourg célébrant le cinquantième anniversaire de l'APF.

Finalement, j'ai eu le privilège d'avoir été désigné membre effectif de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin.

Ce rapport d'activités permet donc de montrer à l'ensemble de la population que le travail accompli par l'ensemble des parlementaires au sein du Parlement de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles permet des avancées, des prises de positions et de conscience, que ce soit en matière d'emploi, d'action sociale, d'environnement, d'éducation, de travaux publics, de culture ou encore de matière budgétaire.

Outre l'accomplissement de mon travail parlementaire, une partie de ce dossier concernera la présentation des autres activités politiques menées au travers de mon autre mandat public, à savoir, Bourgmestre de Chièvres, mais aussi le travail poursuivi au sein de la section locale du PS Wallonie-Picarde où j'exerce la fonction de Président Fédéral.



CONTACTS

BRUNO LEFEBVRE



Parlementaire PS

- 0477/76.10.98
- contact@brunolefebvre.be
- www.brunolefebvre.be
- Facebook: @brunolefebvrefanbook
- Twitter: @Brunolefebvre01
- Instagram: brunolefebvre01

ALEXANDRA DENIS



Attachée parlementaire

- 0477/57.46.38
- alexandra.denis@brunolefebvre.be

ADRIEN MOREL



Attaché parlementaire

- 0478/30.07.50
- adrien.morel@brunolefebvre.be

2. PRÉSENTATION DU DÉPUTÉ

2.1. COORDONNÉES

BRUNO LEFEBVRE

Parlementaire **PS**

Province de **Hainaut**, circonscription de **Tournai -Ath - Mouscron**

Adresse: 7, Rue Ludger Lapoulle 7950 Chièvres

Téléphone: 0477/76.10.98

Email: contact@brunolefebvre.be



2.2. BIBLIOGRAPHIE

Né le 28 juin 1980, je suis licencié en Sciences politiques et Administration publique de l'ULB. Passionné de politique, j'ai rejoint le PS dès l'âge de 16 ans. A cette époque, j'avais déjà l'envie de faire passer mes idées, de faire bouger les choses avec d'autres jeunes, de m'engager.

J'ai débuté ma vie professionnelle en 2003 comme assistant parlementaire avant de rejoindre, une année plus tard, le Cabinet de Christiane Vienne, alors Ministre Wallonne de la Santé, de l'Action Sociale et de l'Égalité des Chances. Je resterai son conseiller lorsqu'elle deviendra sénatrice en 2007.

A partir de 2008, le Parti socialiste m'a proposé un nouveau défi: assumer la fonction de Secrétaire de cabinet, c'est-à-dire de prendre en charge l'organisation et la gestion budgétaire de cabinets ministériels. Une mission que j'ai d'abord assumée au niveau fédéral chez Julie Fernandez, Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées (2008-2009), remplacée ensuite par Jean-Marc Delizée (2009-2011) et finalement à la Fédération Wallonie-Bruxelles au sein du Cabinet de Fadila Laanan, Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances (2011-2014).

Depuis 2014, je suis Député Wallon et Député au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

2.3. MON PARCOURS POLITIQUE

Octobre 2006	Je deviens Conseiller Communal à Chièvres
Janvier 2007	Je deviens Président de l'Office du Tourisme de Chièvres.
Janvier 2011	Je suis désigné Président du CPAS de Chièvres, en charge des finances communales.
Octobre 2011	Avec 984 voix de préférence et une majorité absolue pour le PS (51.15%) je suis élu Bourgmestre de Chièvres, le plus jeune Bourgmestre de Wallonie picarde.
Juin 2014	Je suis élu Député Wallon et Député au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Septembre 2015	Avec 56% des voix, je deviens Président de la Fédération Wallonie-Picarde

2.4. MANDATS ET FONCTIONS REMPLIS AU PARLEMENT DE WALLONIE



- Vice-Président de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications
- Membre effectif de la Commission de l'Emploi et de la Formation
- Membre effectif de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de l'Energie
- Membre effectif de la Commission pour l'Egalité des chances entre les hommes et les femmes
- Membre effectif de la Commission spéciale chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin
- Membre suppléant de la Commission des Travaux publics, de l'Action sociale et de la Santé
- Membre suppléant de la Commission de l'Agriculture et du Tourisme
- Membre suppléant de la Commission spéciale relative au Renouveau démocratique

2.5. MANDATS ET FONCTIONS REMPLIS AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE BRUXELLES



- Vice-président de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
- Membre titulaire de la commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
- Membre suppléant de la commission de coopération et de concertation avec l'Assemblée de la Commission communautaire française de Bruxelles

3. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES - LE PARLEMENT DE WALLONIE

3.1. QUESTIONS ORALES

COMMISSION DE L'EMPLOI DE ET LA FORMATION

- **07/03/2017**: Le nouveau contrat de gestion du Forem
- **31/01/2017**: L'accès des métiers techniques aux femmes
- **04/10/2017**: L'élargissement des possibilités d'emploi offertes aux réfugiés par le biais des agences locales pour l'emploi
- **04/10/2017**: L'évaluation de la plate-forme "Wecanhelp"

COMMISSION DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ENERGIE

- **29/05/2017**: L'ajustement budgétaire
- **15/05/2017**: La réduction du temps de travail avec embauche compensatoire au sein de l'administration wallonne
- **06/03/2017**: La taxe de circulation
- **16/01/2017**: Le recours de la Région wallonne contre l'introduction de la TVA dans le secteur des jeux de hasard
- **21/11/2016**: Les résultats de l'étude européenne sur la fiscalité automobile
- **19/10/2016**: Les soucis informatiques de la DGO7
- **19/10/2016**: Le calcul de l'éco-malus

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

- **18/04/2017**: La recrudescence des hépatites A chez les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes

3.2. QUESTIONS ÉCRITES

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

- **31/08/2017:** La coopération entre FEDASIL et le Forem en ce qui concerne la mise à l'emploi des demandeurs d'asile
- **31/08/2017:** La formation aux métiers en pénurie
- **31/08/2017:** La formation en langues
- **14/06/2017:** Les différences de primes entre les apprentis wallons et flamands
- **30/05/2017:** L'emploi des travailleurs de plus de 50ans
- **18/05/2017:** Les disparités hommes-femmes sur le marché du travail
- **03/05/2017:** L'évaluation de l'opération "J-Plonge"
- **21/03/2017:** La formation en alternance
- **21/02/2017:** La réaction de l'Institut Wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises
- **10/02/2017:** L'opération de séduction des chômeurs wallons par le patronat flamand
- **20/01/2017:** La mise en place d'une réduction du temps de travail en Wallonie
- **19/01/2017:** L'étude relative à la formation en alternance
- **19/01/2017:** L'évaluation du renforcement du partenariat Forem-CPAS
- **19/01/2017:** La campagne publicitaire relative aux métiers en pénurie
- **19/01/2017:** La nouvelle plateforme Food@work
- **19/01/2017:** La qualité de l'emploi dans le cadre des titres-services
- **19/01/2017:** Les résultats de l'étude de l'IWEPS sur le chômage

COMMISSION DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ENERGIE

- **31/05/2017:** La mise en place d'un cadre incitatif pour le stockage d'électricité
- **30/05/2017:** Le financement de la rénovation énergétique des bâtiments
- **30/05/2017:** Les remarques du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique (CRISP) sur la politique énergétique belge
- **12/05/2017:** Le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale
- **12/05/2017:** Le prix de l'électricité pour les entreprises électro-intensives
- **12/05/2017:** L'étude de la CWaPE sur les compteurs à budget
- **27/04/2017:** L'augmentation des cas de myopie
- **18/04/2017:** La mise en place du Plan bien-être au sein de la fonction publique wallonne
- **18/04/2017:** L'augmentation du prix du gaz et de l'électricité
- **24/03/2017:** La dégradation par Moody's de la note de la Wallonie
- **16/02/2017:** Les projets de stockage d'électricité en Wallonie
- **15/02/2017:** La rénovation énergétique des logements wallons pour 2050
- **30/01/2017:** Les résultats de l'étude de l'IWEPS sur les effectifs SPW
- **23/01/2017:** La taxation des véhicules roulant au Liquified Petroleum Gas (LPG) et la mise en place de pompe au gaz naturel comprimé (CNG)
- **08/11/2016:** La régularisation fiscale des droits de succession
- **10/10/2016:** La réduction du temps de travail auprès des fonctionnaires âgés exerçant des métiers pénibles

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTÉ

- **13/07/2017:** L'état d'avancement de l'étude du tracé "est" de la liaison entre Pairi Daiza et l'A8
- **11/07/2017:** La réévaluation des bâtiments classés
- **11/07/2017:** Le nouveau contrat de gestion de l'Agence pour une vie de qualité (AViQ)
- **11/07/2017:** Les contrôles de la situation familiale dans le cadre de la réforme des allocations
- **27/06/2017:** Le Plan de prévention et de promotion de la santé
- **15/06/2017:** Le tracé de l'accès nord de Pairi Daiza
- **13/06/2017:** L'élargissement de l'offre SNCB dans le Hainaut
- **30/05/2007:** La sécurisation du carrefour des Quatres Saules à Silly
- **30/05/2007:** La réforme de la législation sur les maisons de repos
- **05/05/2017:** La sécurisation du carrefour entre la RN48 et la RN519
- **29/03/2017:** Les travaux sur le pont de "la Busch"
- **29/03/2017:** La jonction entre la RN525 et la RN523
- **01/03/2017:** La sécurisation du carrefour entre la RN57 et la N7
- **01/03/2017:** Le contournement de Gages
- **16/02/2017:** La réforme de la législation des maisons de repos
- **30/01/2017:** Les décès par suicide en Wallonie
- **24/01/2017:** La réalisation d'une enquête sur le travail Satellic
- **24/01/2017:** La sécurisation du carrefour entre la RN57 et la N7
- **19/10/2016:** L'homophobie croissante
- **05/10/2016:** L'impact de la campagne de promotion menée sur les aires d'autoroutes

COMMISSIONS DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

- **31/08/2017:** Le bilan de l'expérience pilote de collecte des déchets organiques via les recyparcs
- **31/08/2017:** La consigne sur les canettes
- **04/08/2017:** Les travaux de réhabilitation du boulevard de Marvis à Tournai
- **04/08/2017:** L'interdiction de vente d'alcool dans les aires autoroutières wallonnes
- **04/08/2017:** Les travaux d'équipement de l'Agence de développement pour la Province de Liège
- **04/08/2017:** Les travaux de rénovation de la Rue Appaumée à Ransart
- **04/08/2017:** Le contrôle des faux certificats en application de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR)
- **04/08/2017:** La promotion du trafic fluvial en Wallonie
- **04/08/2017:** L'installation de radars tronçons
- **04/08/2017:** La politique en faveur du RAVeL
- **11/07/2017:** Le rapport de l'Agence Européenne de l'Environnement
- **30/06/2017:** Les contrôles relatifs à la vente d'animaux par internet
- **30/06/2017:** Les expériences-pilotes en matière de collecte de déchets organiques
- **28/06/2017:** Le programme "Be Wapp"
- **02/05/2017:** Les déchets d'activités hospitalières provenant des soins médicaux à domicile
- **02/05/2017:** Le service "Blue-bike"
- **02/05/2017:** L'opération "Commune zéro déchet"
- **12/04/2017:** Les obligations légales relatives aux transports d'intérêt général
- **16/02/2017:** La mise en place de pompes en gaz naturel comprimé (CNG)
- **10/01/2017:** La pollution aux particules fines
- **23/12/2016:** L'expérience pilote d'IPALLE pour le tri des déchets organiques
- **08/11/2016:** Les transports scolaires d'élèves déficients auditifs
- **05/10/2016:** L'opération "moteur coupé"

COMMISSION DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

- **12/05/2017:** Les sanctions pour le non-respect du quota de 10% de logement sociaux dans les communes
- **19/04/2017:** Le cadastre des intercommunales et des structures supracommunales
- **24/03/2017:** Les prêts de la Société Wallonne de Crédit Social (SWCS)
- **06/03/2017:** La gestion du cimetière de Chièvres
- **06/03/2017:** Les intercommunales de développement actives en Wallonie Picarde
- **06/03/2017:** Les obligations légales relatives aux transports d'intérêt général
- **06/02/2017:** La réforme de la fonction publique locale et provinciale
- **06/02/2017:** La rénovation énergétique des logements wallons pour 2050
- **24/01/2017:** La rénovation énergétique des logements wallons pour 2050
- **21/10/2017:** Le statut particulier de la Ville de Tournai

COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

- **31/08/2017:** Les mesures visant à encourager l'installation de nouveaux agriculteurs
- **27/06/2017:** La relaxe des animaux sauvages

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

- **19/04/2017:** Les inondations survenues à Belœil en mai et juin 2016

COMMISSION DE L'ECONOMIE ET DE L'INNOVATION

- **07/09/2017:** L'implémentation du dispositif fédéral des zones franches
- **07/09/2017:** La mobilisation des leviers financiers dans le cadre du redressement économique
- **07/09/2017:** La réorganisation des outils économiques wallons
- **07/09/2017:** La valorisation de la politique en matière de recherche
- **07/09/2017:** Le programme de soutien aux commerces de proximité
- **07/09/2017:** La réforme des zones d'activités économique
- **23/03/2017:** La société Wallimage

3.3. PROPOSITION DE DÉCRET

12/07/2017 – LA MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 13 JUILLET 1987 RELATIVE AUX REDEVANCES RADIO ET TÉLÉVISION EN VUE DE SUPPRIMER LA REDEVANCE TÉLÉVISION

La redevance radio-télévision est perçue de manière négative par la population. De plus, sa gestion par l'administration est très lourde et coûteuse. C'est la raison pour laquelle, mis à part des raisons budgétaires, le maintien de la redevance télévision n'est plus jugé utile.

Une telle taxe, compte tenu de l'évolution technologique en matière d'image, est obsolète.

Sur le plan de l'équité, la redevance télévision est une "flat tax". L'aspect forfaitaire de cette redevance montre le caractère peu social de la mesure. Elle touche tous les citoyens sans prendre en compte la hauteur de leurs revenus. Il n'y a pas de progressivité ce qui la rend dès lors inégalitaire. L'ensemble de ces considérations conduit à procéder à la suppression graduelle de la redevance télévision.

Chaque détenteur d'un poste de télévision sera ainsi traité de la même manière.

L'objet de cette proposition de décret est donc de mettre en place une suppression graduelle de manière à assurer l'équité entre tous les citoyens wallons. Chaque détenteur d'un poste de télévision sera ainsi traité de la même manière.

"Au-delà des raisons budgétaires, la raison d'être du maintien de la redevance télévision, aujourd'hui, n'existe plus."

3.4. PROPOSITION DE RÉOLUTION

07/12/2016 – LA PROMOTION DU TÉLÉTRAVAIL DES FONCTIONNAIRES AU SEIN DES ESPACES DE TRAVAIL PARTAGÉS ET NOTAMMENT AU SEIN DES ESPACES DU RÉSEAU DE COWORKING "COWALLONIA".

L'organisation de notre société doit être repensée, notamment en favorisant le télétravail et en modulant davantage les horaires pour les travailleurs qui le désirent, en concertation avec les partenaires sociaux. L'évolution sociétale en matière de nouvelles formes de travail et l'évolution en matière de frontières spatio-temporelles modifient fortement la structure du monde du travail. On peut donc remarquer que les nouvelles formes de télétravail s'intègrent dans l'évolution et le développement technologique et particulièrement informatique.

L'objet de cette résolution est de demander au Gouvernement de mettre en œuvre tous les dispositifs permettant à l'administration d'accéder aux demandes des fonctionnaires qui veulent en bénéficier d'accéder aux différentes formes de télétravail (le télétravail à domicile, le télétravail nomade, les télécentres, le travail en réseau), de promouvoir le développement et la diversité de l'offre des services de télétravail mais également d'envisager la possibilité de conclure des accords de coopération avec d'autres niveaux de pouvoir (le Fédéral, la Communauté française, les Provinces, les Communes) afin de créer un espace de travail partagé.

"Afin de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale et de réduire les déplacements, il est important de poursuivre des initiatives innovantes de télétravail et de "coworking".

3.5. RAPPORTS

- **06/07/2017:** Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe PUBLIFIN
- **15/02/2017:** Rapport présenté au nom de la Commission spéciale chargée de la transparence et le fonctionnement du Groupe PUBLIFIN

3.6. LA MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

Pour la deuxième fois de son histoire, le Parlement de Wallonie a décidé de mettre en place une commission d'enquête parlementaire pour laquelle j'ai été désigné membre suppléant. La proposition de résolution instituant la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe Publifin a été adoptée par le Parlement le 15 février 2017. La Commission a été installée le 16 février 2017. Cette dernière était composée de 15 députés.

En juillet, l'enquête parlementaire est arrivée à sa fin. Un rapport a donc été publié.

La première partie du rapport est consacrée aux comités de secteur. Après avoir mis en lumière les circonstances de leur création, la commission a pu constater que la rémunération des membres des comités de secteur n'a pas été fixée par l'Assemblée Générale de PUBLIFIN comme l'exigeaient les statuts de l'intercommunale. Les comités de secteur n'ont pas fonctionné normalement au regard du règlement d'ordre intérieur et ont eu une activité quasi inexistante. Ils auraient dû disparaître avec la modification statutaire du 29 juin 2015 dans leur fonction consultative. En outre, les rémunérations octroyées aux membres des comités de secteur, disproportionnées par rapport aux prestations accomplies, s'accompagnent d'un déficit de transparence caractérisé du management du Groupe et d'indices de dissimulation. La commission formule des recommandations en vue d'obtenir le remboursement des rémunérations indûment perçues par les présidents et les membres des comités de secteur et d'améliorer le cadre normatif.

La deuxième partie du rapport est consacrée aux rémunérations des administrateurs et gestionnaires de l'intercommunale et de ses filiales. Après avoir rappelé le cadre normatif en vigueur pour la rémunération des administrateurs, le rôle de la cellule de contrôle des mandats, l'absence de mise en œuvre de certains dispositifs et le problème de la perception de rémunérations via des sociétés, la Commission formule des recommandations en vue d'améliorer le cadre normatif. Les pratiques en matière de rémunération des dirigeants de l'intercommunale et de ses filiales révèlent de nombreuses anomalies, outre leur montant disproportionné: opacité et carence du fonctionnement du Comité de rémunérations, cumul de fonction salariée et d'indépendant dans le chef d'une même personne, augmentation de rémunération sur plusieurs années avec effet rétroactif pour certains membres et remboursement de charges sociales dues par le directeur général en tant qu'indépendant, problématique des bonus et de leurs critères d'attribution. La commission formule des recommandations en vue d'obtenir le remboursement des sommes illégitimement perçues par les membres des Comités de direction du groupe PUBLIFIN-NETHYS, de saisir l'inspection sociale et d'adapter le cadre normatif en vue d'introduire des plafonds stricts de rémunération.

La troisième partie du rapport est consacrée à la notion d'intérêt communal. Elle comporte plusieurs sections relatives à la notion d'intérêt communal, la diversification des activités du groupe, le déplacement du pouvoir au sein du groupe dans sa structuration actuelle. La commission formule des recommandations en vue d'encadrer la diversification et la filialisation tout en renforçant les mécanismes de tutelle. En particulier, la commission recommande aux organes compétents du Groupe de repenser le fonctionnement et le périmètre d'intervention dans le strict respect de la Constitution et du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

La quatrième partie du rapport est consacrée au contrôle régional. Absence de mise en œuvre de dispositions décrétales, absence d'action de l'autorité de tutelle lorsqu'elle perd le contrôle en 2009 et lorsqu'elle retrouve son pouvoir de tutelle en 2014, rapport de l'administration en janvier 2017 affecté de nombreuses erreurs ou omissions, présence au sein du cabinet du ministre en charge des pouvoirs locaux en qualité de chef de cabinet adjoint d'un homme clé du groupe PUBLIFIN-NETHYS, absence de désignation d'un administrateur régional, le contrôle exercé par la Région sur le groupe PUBLIFIN-NETHYS est affecté de nombreuses anomalies et carences. La Commission formule des recommandations en vue de redynamiser le contrôle régional et propose la mise en place d'un contrôle externe par la Cour des Comptes dans les intercommunales d'une certaine taille.

La cinquième partie du rapport est consacrée à l'exercice du pouvoir, au sein de l'intercommunale et de ses filiales. Elle comporte plusieurs sections: rappel du cadre juridique en vigueur, mise en lumière de l'affaiblissement de la capacité de contrôle des communes (certaines étapes de la chaîne des décisions ayant conduit à la restructuration du groupe ne pouvant à ce jour toujours pas être établies), multiples initiatives des dirigeants de PUBLIFIN-NETHYS ayant pour effet d'échapper à plusieurs législations, mises en œuvre des conventions de services en vue de déplacer le centre stratégique du groupe au sein de NETHYS, limites du contrôle de l'assemblée générale et du Conseil d'Administration, et conflits d'intérêts. La Commission formule des recommandations en vue de réévaluer la structure et le fonctionnement du groupe PUBLIFIN-NETHYS. Elle engage le Conseil d'Administration de PUBLIFIN à renouveler intégralement le Conseil d'Administration de NETHYS et ce dernier à recomposer le Comité de Direction de NETHYS.

La sixième partie du rapport est consacrée aux marchés publics dans le groupe PUBLIFIN. Elle comporte plusieurs sections relatives à l'application du droit des marchés publics aux différentes entités du groupe, aux carences dans l'application du droit des marchés publics dans les relations intragroupes et dans les relations avec quelques tiers (marchés des réviseurs, de consultances et sociétés de management). La Commission formule des recommandations en vue de revoir la structure et le fonctionnement du groupe en vue d'assurer le respect du droit des marchés publics.

La septième partie du rapport est consacrée à la qualité de gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz et d'électricité: RESA. Elle comporte plusieurs sections: évolution du gestionnaire de réseau, absence de conformité de la structuration du groupe par rapport aux décrets "gaz" et "électricité", politique de distribution des dividendes de RESA, risque de subsidiation croisée, indépendance du GRD, redevance voirie électricité, plafonnement des rémunérations des dirigeants de GRD et charges de pensions. La commission formule plusieurs recommandations en vue notamment de mettre la structuration du groupe en conformité avec les décrets "gaz" et "électricité", de solliciter la CWaPE pour une analyse approfondie des transferts financiers au sein du groupe et du respect des décrets "gaz" et "électricité", et d'améliorer l'encadrement normatif en vigueur.

La huitième partie du rapport indique une volonté ferme de la commission de mener une réflexion sur la création de sanctions administratives et pénales complémentaires et formule des recommandations générales.

4. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES - LE PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

4.1. QUESTIONS ORALES

COMMISSION BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

- **06/02/2017:** Suivi de la mise en œuvre du contrat d'administration
- **01/12/2016:** Concertation avec le fédéral suite à sa volonté de supprimer les possibilités de la mise à la pension des fonctionnaires pour inaptitudes physiques
- **14/11/2016:** L'activation d'un prêt auprès de la la Banque Européenne d'Investissement (BEI)
- **28/09/2016:** La création de l'option langue "arabe"

COMMISSIONS L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE, DE LA JEUNESSE, DES DROITS DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

- **25/09/2016:** L'avenir des psychomotriciens

4.2. QUESTIONS ÉCRITES

COMMISSION BUDGET

- **17/02/2017**: Suivi de la mise en œuvre du contrat d'administration
- **12/12/2016**: L'emprunt de la communauté à la Banque Européenne d'Investissement (BEI)

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

- **19/09/2017**: Inquiétudes du Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS)
- **20/07/2017**: L'évaluation du Certificat d'Etude de Base (CEB)
- **19/07/2017**: L'évaluation de l'application pilote "Konecto App"
- **22/06/2017**: La mise en place du soutien aux chefs d'école
- **05/05/2017**: La formation des enseignants aux gestes de premiers secours
- **02/05/2017**: Mise en ordre de la plateforme Primoweb
- **02/05/2017**: Développement de l'alternance en tant que filière d'excellence
- **02/05/2017**: Multiplication d'établissement pour les enseignants de Morale et de Religion
- **29/03/2017**: Lutte contre le harcèlement au sein des établissements scolaires
- **16/03/2017**: Amendements au Pacte d'excellence suite aux consultations avec les enseignants de janvier/février
- **07/03/2017**: L'absentéisme au sein de l'enseignement
- **24/02/2017**: Respect des délais pour un Pacte d'excellence amendé
- **24/02/2017**: La vulgarisation du Pacte d'excellence par la plateforme Enseignons.be
- **24/02/2017**: L'absentéisme au sein de l'enseignement
- **22/12/2016**: La privatisation de l'orthographe
- **28/10/2017**: L'instauration d'un plafond pour les dépenses liées aux visites scolaires
- **06/10/2016**: La création de l'option langue "arabe"

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DES MÉDIAS

- **22/05/2017**: L'état des lieux des discussions au sujet de l'ouverture linguistique de la RTBF
- **28/09/2016**: L'avenir des psychomotriciens contrat d'administration
- **24/04/2017**: Plan sur le passage à 4ans pour les enseignants
- **23/02/2017**: Pénurie de stage pour 2018
- **23/02/2017**: Le suivi du développement de l'offre de formations supérieures en Wallonie Picarde
- **01/02/2017**: La réflexion de la RTBF quant à sa stratégie relative à l'e-sport
- **21/12/2016**: See Hear et son spot publicitaire en langue des signes
- **27/10/2016**: Les résultats de l'étude "Génération quoi"
- **27/10/2017**: L'étude sexuée réalisée autour du cinéma belge
- **29/09/2017**: L'avenir des psychomotriciens

COMMISSION DE L'AIDE À LA JEUNESSE, DES MAISONS DE JUSTICE, DES SPORTS ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES

- **22/06/2017**: Module de formation et d'appréhension du radicalisme violent
- **20/04/2017**: Pauvreté infantile en Fédération Wallonie-Bruxelles
- **08/02/2017**: Evaluation de la dangerosité des repentis au sein du centre d'accueil pour jeunes radicalisés

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE, DE LA JEUNESSE, DES DROITS DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

- **22/05/2017**: L'exploitation des femmes via la prostitution

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ENFANCE

- **31/08/2017**: Adoption du texte de loi concernant le prix unique du livre et la suppression de la table
- **24/04/2017**: Le développement des infrastructures d'accueil de la petite enfance
- **27/10/2017**: La mise en plan d'action relatif aux enfants placés en milieu hospitaliers

4.3. PROJETS DE BUDGET

- **30/11/2016** Projet de budget de fonctionnement du Parlement de la Communauté Française pour l'année 2017
- **27/10/2017** La mise en plan d'action relatif aux enfants placés en milieu hospitaliers

4.4. PROJETS DE RÉOLUTION

09/05/2017 - L'IMPLÉMENTATION D'UN GUIDE DE BONNE CONDUITE ADMINISTRATIVE DANS L'ENSEMBLE DES ORGANISMES PUBLICS ET SERVICES DU GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

La présente résolution dont je suis l'auteur s'inscrit dans une logique d'amélioration constante de la qualité de l'accès à l'administration pour les usagers ainsi que la simplification administrative, dans la droite ligne des engagements pris par le Gouvernement dans la Déclaration de Politique Communautaire à cet égard.

L'objet de cette proposition de résolution est de demander au Gouvernement de procéder à l'implémentation d'un Guide de bonne conduite administrative dans l'ensemble de ses services et organismes publics.

Il est proposé que le Guide s'inspire du projet réalisé par le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, mutatis mutandis, sous réserve des dispositions déjà prévues par ailleurs et des modalités de dialogue existantes.

Le projet élaboré par le Médiateur a pour objectif d'établir des lignes de conduite pour les agents des administrations. Elles ont été conçues pour les orienter dans leurs relations avec le public.

Il permet également aux administrés de connaître les normes administratives qu'ils sont en droit d'attendre des administrations. Il promeut l'intérêt public dans une administration ouverte et efficace.

En rendant les principes de bonne administration plus concrets, le projet permet aussi d'encourager la mise en place de normes de références plus élevées en matière d'administration.

Enfin, il est le référentiel du Médiateur pour apprécier le caractère fondé ou non des réclamations qui lui sont soumises par les usagers de l'administration.

Par la présente résolution, je veux donc assurer un suivi de la recommandation émise par le Médiateur. Cette dernière me paraît possible à mettre en œuvre dans des délais raisonnables. Durant la prochaine session, je tenterai de faire implémenter ce texte au niveau wallon également.

4.5. RAPPORTS

- **06/07/2017**: Rapport de Commission présenté au nom de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
- **22/05/2017**: Rapport de Commission présenté au nom de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
- **28/03/2017**: 28^{ème} Cahier d'observations adressé par la Cour des Comptes au Parlement de la Communauté Française – Fascicule 1^{er}
- **11/01/2017**: Rapport de Commission présenté au nom de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
- **14/11/2016**: Rapport de Commission présenté au nom de la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative

4.6. MISSIONS ET VISITES

LA 43^{ÈME} ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LUXEMBOURG CÉLÉBRANT LE CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'APF

La 43^e Assemblée plénière de l'APF s'est tenue au Centre de congrès européen de Luxembourg les 10 et 11 juillet 2017. Cette rencontre, placée sous le thème "diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)" a réuni près de 400 parlementaires d'une cinquantaine de sections de l'APF dont j'ai eu l'honneur de faire partie.

Cette session marque le cinquantième anniversaire de l'APF créée en 1967 à Luxembourg sous le nom d'Association Internationale des Parlementaires de Langue Française (AIPLF). Pour l'occasion, un ouvrage retraçant l'histoire de l'institution a été réalisé avec les éditions Gallimard. Une exposition invitant à un retour sur les débuts de la Francophonie Parlementaire et son évolution a également été installée au Centre de Congrès Européen de Luxembourg (ECCL) et une rue de la Francophonie a été inaugurée le 9 juillet dans le Ban de Gasperich, à Luxembourg.

Durant cette session j'ai eu l'occasion d'intervenir, devant le bureau de l'APF, au nom des jeunes Parlementaires de la Francophonie afin de défendre la création d'un Réseau des Jeunes Parlementaires au sein de l'APF. Ce réseau aurait ainsi pour objectif, non seulement de faire en sorte que les jeunes parlementaires puissent participer à ces rencontres internationales mais également et surtout donner leur avis et participer activement au travail réalisé par l'APF dans le monde.

Voici maintenant plus de 2 ans que j'ai été désigné dans le programme "Jeunes pousses" de l'APF afin de faire entendre la voix des jeunes et de travailler sur deux sujets d'importances aujourd'hui: la conciliation Travail-Famille et la Croissance partagée.

Ces deux sujets importants et pour lesquels, on peut découvrir des approches fort différentes entre les continents seront davantage développées dans les prochains mois et nous rendrons nos conclusions et notre vision à la fin du programme en 2018.

Et c'est à travers ce programme "Jeunes pousses" que nous est venue l'idée de défendre la création d'un réseau spécifique à la Jeunesse.

Notre mission est presque accomplie!



Lors de cette session, nous avons eu le plaisir de rencontrer quelques autorités, notamment le nouvel ambassadeur de Belgique au Luxembourg Monsieur Jean Louis Six mais également M. Mars di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés de Luxembourg, M. Aubin Minaku, Président de l'Assemblée Nationale de République Démocratique du Congo et Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean, Secrétaire Générale de la Francophonie, M. Xavier Bettel, Premier Ministre du Luxembourg et S.A.R. le Grand-Duc du Luxembourg.

Le débat général a donné lieu à une vingtaine d'interventions qui nous ont notamment permis d'échanger des informations sur la diversité linguistique, la diversité culturelle et le rapport à l'identité dans leurs sections respectives.

Nous avons adopté dix-neuf résolutions portant notamment sur les situations politiques dans l'espace francophone, la coopération parlementaire, la croissance partagée et l'entrepreneuriat, l'éducation civique et citoyenne et la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation.

L'Assemblée Générale a enfin procédé à l'élection, pour les deux prochaines années, des membres de ses instances. Le Président de l'Assemblée Nationale de Québec, M. Jacques Chagnon, a été élu Président de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. Le Président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, M. Guillaume Soro, a été élu Premier Vice-Président.

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les Commissions et l'Assemblée Plénière du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ), dont la 8^e édition se tenait aux mêmes dates à Luxembourg. Ils ont enfin assisté à la grande finale du concours de joutes oratoires organisée au centre de congrès européen.



LA 3^{ÈME} SESSION DU PROGRAMME “JEUNES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES” EN ASIE : RENFORCER LES CAPACITÉS DES JEUNES PARLEMENTAIRES PAR L’ÉCHANGE D’EXPÉRIENCES FRANCOPHONES

Du 20 au 27 mars 2017, avec d'autres jeunes hommes et femmes parlementaires inscrits au programme “Jeunes parlementaires francophones” et originaires de neuf sections de l'APF, je me suis rendu en Asie. Cette troisième session, après celles d'Europe et d'Amérique, a été organisée conjointement par le Secrétariat Général de l'APF et les sections du Cambodge et du Vietnam.

Depuis plusieurs années, l'APF et ses parlements membres s'attachent à promouvoir la participation des jeunes à la vie politique: la création en 2015 du programme “Jeunes parlementaires francophones” en est une nouvelle illustration. Il s'agit de favoriser la représentation des jeunes dans les parlements, de les mettre à l'honneur et aussi de susciter contacts et échanges afin de leur permettre de mieux appréhender et être porteurs du projet francophone.

A Phnom Penh, nous avons pu rencontrer des représentants de l'exécutif, du législatif et des institutions locales. Nous avons ainsi été reçus par S.E. Dr Pen Pannha, Président de la Commission de législation et de justice et Vice-Président de la section cambodgienne de l'APF. Ils se sont entretenus avec S.E.M. Ros Seilava, Sous-Secrétaire d'Etat du ministère de l'économie et des finances, avec M. Aunny Ieng, député gouverneur de la municipalité de Phnom Penh et avec des représentantes du Ministère des Affaires Féminines.

Nos travaux nous ont aussi permis d'échanger, de confronter nos expériences concrètes, avec de jeunes chefs d'entreprises cambodgiens.

Au Vietnam, les rencontres institutionnelles ont également permis de prendre contact avec l'ensemble des acteurs de la vie politique vietnamienne. Nous avons été reçus par Mme Nguyen Thuy Anh, Présidente de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée Nationale, Présidente de la section vietnamienne de l'APF. Nous avons rencontré des représentants du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère du Plan et de l'Investissement, le Comité populaire d'Hô Chi Minh-Ville, et de nombreux parlementaires, dont plusieurs appartenaient au Groupe des jeunes députés vietnamiens.

A Hô Chi Minh-Ville des visites de travail ont été organisées à l'Université d'économie, dans une pépinière de start-up et dans les locaux du journal Tuôi trẻ. La Commission des affaires parlementaires de l'APF, qui se réunissait au même moment sur place, nous a invités à participer à ses travaux. Nous y avons notamment défendu la perspective de création d'un Réseau des jeunes parlementaires francophones au sein de l'APF.

Enfin, le Bureau Régional Asie-Pacifique de l'OIF, dont le siège est à Hanoï, nous a présenté ses missions et actions au sein de la région.

Cette 3^{ème} session nous a donné la possibilité d'échanger, de confronter nos expériences concrètes, de comparer les systèmes institutionnels et leurs modes de fonctionnement. Les travaux nous ont également permis, dans cette région caractérisée par une forte croissance, de mieux comprendre l'évolution économique et sociale du Cambodge et du Vietnam ainsi que les problématiques liées à la gestion du développement.

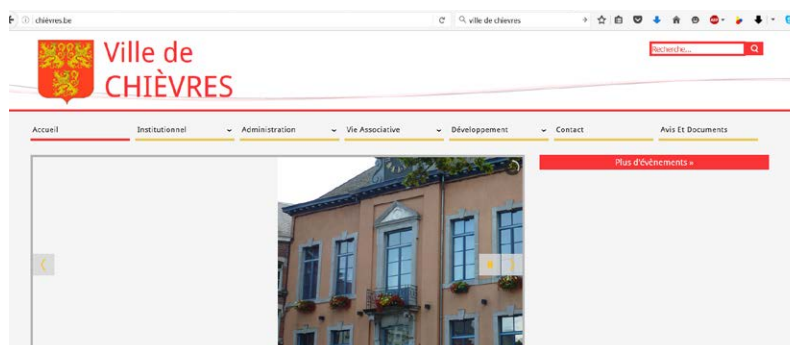


5. LA VILLE DE CHIÈVRES – BILAN DE 5 ANS DE GESTION COMMUNALE

Depuis 2012, les Chiévrois m'ont fait l'honneur de m'élire Bourgmestre. De nombreux dossiers et chantiers ont été menés à bien, sont à l'étude, voire en projet.

Par ce bilan, je vais essayer de dresser un inventaire.

Le citoyen a véritablement été mis au centre des préoccupations de notre travail.



D'UN POINT DE VUE ORGANISATIONNEL :

Les services administratifs ont été renforcés – on parle ici de **40 % d'employés administratifs en plus**. Des horaires d'ouvertures adaptés qui permettent aujourd'hui un **accueil quotidien des citoyens, des moyens de communication davantage développés** – en ce compris via Facebook, un site internet totalement revisité, la mise en place de formulaires en ligne, la mise en place d'une application téléphonique interactive, ou encore la décision de mettre en place des panneaux d'information électroniques.

Nous avons également concentré notre travail sur la mise en place d'un Plan d'Urgence et d'une coordinatrice locale, il s'agit là d'un véritable outil de gestion visant à l'organisation et la coordination la plus complète possible des moyens d'intervention et de secours.

Le suivi des règles de sécurité au sein de tous nos services – en ce compris nos écoles évidemment.

Les séances des collèges communaux ont été entièrement informatisées ce qui permet ainsi un gain de temps, une grande facilité de traitement mais également une économie de papier.

Les recrutements sont systématiquement réalisés via des examens et une objectivation des besoins.

Le **Service Technique** a lui aussi été fortement renforcé par l'engagement de **plus de 20% de personnel** et la création d'un service Espace Vert visant notamment à répondre aux nouvelles obligations légales en matière de gestion des espaces publics.

La salle du Conseil communal a été complètement sonorisée, là aussi notamment pour le confort des Chiévroises et des Chiévros qui viennent assister aux réunions et événements au sein de notre administration.

L'ensemble du matériel informatique de notre personnel communal a également été renouvelé, c'était plus que nécessaire!

D'autres points doivent encore évidemment être améliorés, à commencer par un encodage systématique de toutes les demandes citoyennes et la mise en place d'un suivi administratif automatisé, une synergie encore plus grande entre les services administratifs de la Ville et du CPAS dans un objectif d'économie d'échelle et d'efficacité, une professionnalisation de la planification au sein des services techniques, ...

Mais comme on dit... on n'a pas construit Rome en un jour!

Le Règlement général de Police a également été revu en profondeur, adapté aux réalités légales et de terrain et surtout uniformiser à l'ensemble de notre zone de Police.

En outre, depuis 2013, nous organisons des portes ouvertes des différents services afin de faire découvrir l'excellent travail de nos équipes à toute la population.

DES RÉALISATIONS AU SERVICE DE TOUS, NOUS N'EN MANQUONS PAS!

Tout d'abord, nous invitons nos citoyens chaque fois qu'un projet doit voir le jour ou risque d'avoir un impact sur leur cadre de vie. C'est essentiel pour nous de garder ce lien direct avec notre population !

Un Agoraspace et un Fitness Park ont été installés dans le Parc Communal de Chièvres, La Maison de la Cité de Chièvres a été totalement rénovée et équipée d'une nouvelle cuisine et d'installations sanitaires. Un atelier rural a été construit à Tongre-Notre-Dame en vue d'accueillir une jeune société en développement.

Un nouveau parking, juste derrière la crèche de Chièvres, est en cours de réalisation et devrait permettre de libérer notre belle "Grand Place" des nombreuses voitures ventouses qui s'y trouvent chaque jour. Ce parking offrira donc en outre 40 places de parking supplémentaires en plein Centre-Ville.

De nombreuses études ont été menées au sujet des inondations dont sont trop souvent victimes certains quartiers de Chièvres. Arcea, le Giser et ensuite Ipalle se sont attelés à mettre en avant les causes des inondations et enfin les solutions à apporter. Solutions que nous planifions aux différents endroits concernés depuis maintenant 3 ans.

Le Pont Devylder de Tongre-Notre-Dame a enfin été remplacé après plus de 10 ans de tergiversation! Ce pont, pourtant d'une grande importance, permettait un lien direct entre les habitants de Ladeuze et ceux de Tongre-Notre-Dame.

La rénovation complète de la crèche de Ladeuze était un dossier d'une grande importance également. C'est maintenant chose faite!

La Ville est également passée à l'heure du renouvelable avec l'installation de panneaux photovoltaïques, l'isolation et l'adoption de systèmes d'éclairage et de chauffage moins énergivores sur la plupart des bâtiments communaux.

Nos centres culturels ont aussi eu droit à de nombreux investissements, qu'il s'agisse de renouvellement de toiture, de travaux de peinture, de mise en conformité électrique, de changement de châssis et nous continuerons évidemment à préserver notre patrimoine communal dans les années à venir.

La Ville de Chièvres a également souhaité acheter un bâtiment commercial sur la Grand place afin d'éviter que ce bâtiment ne se transforme en studios d'habitation et permettre ainsi le maintien d'une cellule commerciale florissante!

Outre de nombreux investissements de rénovation de voiries un peu partout dans notre entité, les travaux de réfection de la rue Hoche ont débuté également. Magnifique rue en plein cœur de notre centre historique, cette rue va être transformée en zone résidentielle et retrouvera de tout nouveaux pavés de pierres bleues!

La Ville finance également dorénavant un taxi social – accessible gratuitement pour tous les aînés de Chièvres pour autant que les déplacements aient lieu dans les frontières de Chièvres. Initiative qui permet non seulement à nos aînés de rompre l'isolement dans lequel ils se trouvent parfois mais a fortiori de soutenir nos commerces locaux!

Au niveau de l'enseignement et de l'accueil extrascolaire, nous veillons également fortement à ce que les élèves soient accueillis correctement dans nos établissements et bénéficient d'un maximum de matériel utile.

Toutes nos implantations sont aujourd'hui florissantes et le personnel de celles-ci est tout à fait motivé et impliqué dans la vie de leurs écoles et dans l'éducation de leurs enfants. L'école communale de Chièvres qui avait failli fermer ses portes en 2013 a aujourd'hui largement retrouvé le sourire et a multiplié le nombre d'enfants de manière impressionnante grâce à un nouveau projet éducatif et une équipe particulièrement motivée.

Quant à l'accueil extrascolaire, il a été également largement professionnalisé et bénéficie maintenant d'une coordinatrice pour l'ensemble de notre belle entité.

LES PROJETS MARQUERONT NOTRE AVENIR.

Certains sont déjà en voie de réalisation.

La Ville a également marqué son accord de principe sur un investissement de quelques 2,5 millions d'euros dans l'Eglise Saint-Martin de Chièvres. Magnifique édifice gothique du XVI^{ème} siècle, il était grand temps d'intervenir pour conserver ce joyau patrimonial!

Cet investissement marque également le lancement d'une politique axant notre développement économique sur l'Histoire de Chièvres plutôt que sur l'installation de zonings industriels. Le Jumelage avec la belle ville de Provins en Seine-et-Marne démontre à quel point une politique culturelle et touristique bien pensée peut être aussi rentable, sinon plus qu'un développement industriel!

C'est pourquoi, dans les prochaines années nous voulons que les remparts de la Ville soient à nouveau accessibles. Remparts aujourd'hui trop enchevêtrés dans des propriétés privées et oubliés de certains chiévrais.

Dans le cadre et dans la continuité des spectacles trisannuels "Eva de Chièvres", nous avons décidé de mettre un focus annuel sur notre histoire médiévale. C'est ainsi que Chièvres a connu son premier week-end médiéval en mai 2017. Notre Centre-Ville et le pourtour de l'Eglise de Chièvres ont ainsi connu un retour de plusieurs centaines d'années dans le passé! Cet événement a véritablement remporté un franc succès puisque nous avons atteint les 3.000 visiteurs sur le week-end. Il sera dorénavant reconduit chaque année.

La rénovation de l'école de Huissignies a également été lancée et là aussi, après plus de 15 ans d'enlissement. C'est finalement grâce au Programme Communal de Développement Rural et à la Fondation Rurale de Wallonie que nous avons trouvé une issue favorable à ce dossier! Les travaux devraient être terminés à l'automne 2018.

De nombreux autres projets sont évidemment sur les starting blocks et verront le jour dans les prochains mois, je pense notamment au parking de l'école communale de Vaudignies, à l'aménagement de la place de l'Eglise à Huissignies ou à Ladeuze, à la création de logements moyens dans les anciens locaux de la caserne de Chièvres, à la réfection de l'Eglise désacralisée de Tongre-Saint-Martin, à la mise en place d'écrans d'information électroniques sur les places de village, à la réfection de nos pistes cyclables, à la construction d'une toute nouvelle maison de Village à Tongre-Notre-Dame, à la revitalisation complète de notre Centre-Ville...

Au niveau du CPAS, de nombreux projets et réalisations ont également été mis en place, qu'il s'agisse de logements rue de l'hôpital ou grand rue à l'endroit de notre ancienne caserne, à l'isolation ou à la rénovation du parc de logement social du CPAS, à la mise en place d'une bibliothèque mobile, à la création d'Initiative Locale d'Accueil (ILA), de la mise en place d'un plan "Grand Froid", de la création d'une nouvelle épicerie sociale et j'en passe!

L'ÉVÉNEMENTIEL ET LE CULTUREL, TOUT CE QUI FAIT VIVRE CHIÈVRES NE SONT PAS OUBLIÉS...

Notre bibliothèque et notre espace numérique ont été totalement reliftés! Le personnel vous accueille pour vous faire rêver, découvrir le monde de la littérature ou encore de l'informatique!

Du côté des événements, nous avons également voulu offrir à nos habitants et à nos voisins directs de nombreuses animations: qu'il s'agisse de concert classique, de concert rocks ou électros, d'animations théâtrales dans les rues de Chièvres, d'événements réalisés en collaboration avec la Maison Culturelle d'Ath, avec l'Association des Commerçants comme le Midi Minuit, avec l'Office du Tourisme, comme l'American Festival, avec l'Asbl des aînés de la Ville comme les après-midi des aînés (mensuellement) ou encore les voyages découvertes, avec les associations locales comme les week-ends festifs du Musée de la Vie rurale par exemple.

Le Crossage du mercredi des cendres connaît un succès international et reçoit de plus en plus de participants!

De nombreux autres projets existent également à ce sujet dont notamment faire de l'Eglise Saint Martin de Chièvres un lieu de culture musical et artistique en bonne intelligence avec le doyenné et dans le respect du culte catholique ou encore la mise en place d'apéritifs-afterwork qui mettent en avant nos produits locaux, voire nos artistes! Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Plus sportivement, nous pouvons également citer les courses cyclistes qui ont lieu au moins une fois par an au sein de notre belle Ville et le partenariat que nous avons maintenant mis en place avec l'Endurance Team de Chièvres et qui permet d'organiser un triathlon à portée internationale chaque année.

POUR RETROUVER L'ENSEMBLE DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE DE BRUNO LEFEBVRE, RENDEZ-VOUS SUR LE SITE DU PARLEMENT DE WALLONIE ET DU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



www.pfwb.be



www.parlement-wallonie.be

